

**Discours de Madame la ministre de l'Éducation nationale,
de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche**

Auditorium Grenoble INP

25 mars 2016

Madame la ministre, chère Geneviève,

Monsieur le Vice-président de Région en charge de l'Enseignement supérieur,

Monsieur le Président du Conseil Départemental,

Monsieur le Vice-président Grenoble Alpes Métropole, délégué à l'Enseignement supérieur et de la Recherche,

Monsieur le Maire,

Mesdames et messieurs les élus,

Monsieur le président de la communauté d'Université Grenoble-Alpes,

Madame la présidente de l'université Grenoble-Alpes,

Mesdames et messieurs,

Chers amis,

1. Les temps que nous vivons, sont des temps difficiles. Nous l'avons vu, encore récemment, avec les attentats de Bruxelles, et je tiens, à avoir, pour les victimes, une pensée particulière.

Oui, notre présent, est parcouru de crises. Crises terroristes. Crises économiques et financières. Crises politiques. Crises morales et éthiques, aussi, avec le développement d'une défiance croissante et généralisée, entre les citoyens, et envers les institutions.

Dans un tel présent, quand les inquiétudes pèsent de tout leur poids sur le quotidien, quand la violence du monde embrume les esprits, il est dur de penser sereinement à l'avenir.

L'avenir, cela paraît si loin, cela paraît si sombre.

L'avenir, au fond, quelle importance, quand le présent s'impose à nous avec une telle force, et, disons-le, avec une telle brutalité.

A parler d'avenir, on en viendrait presque à craindre de trahir les urgences présentes.

Je le sais bien. Je le sens bien, aussi, en particulier en tant que ministre de l'Éducation Nationale, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche. Je vois l'inquiétude des familles, pour leurs enfants. Je vois celle des jeunes, pour leur futur. Je connais celle de l'ensemble des personnels. Et pourtant. Pourtant, il n'existe pas, entre le présent et l'avenir, de choix à faire. Ce n'est pas trahir l'un, qu'évoquer l'autre. Ce n'est pas méconnaître le présent et ses défis, que de garder aussi les yeux fixés vers l'horizon.

Penser l'avenir, c'est agir sur le présent.

Il est avéré aujourd'hui que c'est dans les époques les plus troublées de l'histoire de l'humanité, que les plus grandes avancées du savoir humain se sont édifiées.

C'est au cœur d'une Europe divisée, ruinée, minée par des crises politiques, religieuses et sociales, qu'est né l'humanisme, et que se sont effectuées les grandes découvertes.

C'est dans une Europe à nouveau divisée par la guerre et par des crises politiques et financières, que s'est affirmé le mouvement des lumières, et l'esprit de l'encyclopédie.

Et c'est dans un vingtième siècle ravagé par deux guerres mondiales, que sont advenues les prodigieuses avancées scientifiques, techniques et technologiques, dont nous sommes aujourd'hui les héritiers.

Il y eut aussi, heureusement, des temps plus calmes, qui ont eu leur lot de découvertes.

Mais je crois important de rappeler qu'à travers les heures les plus sombres de notre histoire, l'histoire de l'humanité, à chaque fois, nous nous en sommes sortis parce que des femmes et des hommes se sont rassemblés autour de ce qui nous unit : l'esprit, l'intelligence, la curiosité et la connaissance.

Ils ont affirmé avec force leur humanisme. Ils ont formé une République des lettres et des sciences, dont nous sommes, aujourd'hui, les héritiers.

Ils doivent nous inspirer. Car ils nous rappellent que les universités, les laboratoires, les écoles, ne sont pas hors du monde, ou hors de la société.

Ils en sont le cœur. Ils l'innervent. Ils lui apportent énormément.

2. Et il est symbolique de le dire, ici, à Grenoble, ville de Résistance aux heures sombres, et porteuse de cette tradition d'innovation devenue consubstantielle à son identité.

Je voudrais d'ailleurs évoquer avec vous un discours, tenu dans cette même ville.

Un discours qui gagnerait à être mieux connu, pour en occulter d'autres, moins heureux.

Un discours prononcé, en 1991, par Pierre Bérégovoy, à l'occasion de l'inauguration de l'université Pierre Mendès-France.

Interrogé sur le sens de la rencontre entre Mendès France et Grenoble, Pierre Bérégovoy déclarait : « [Cette] rencontre [...] ne doit rien au hasard. Mendès France voulait renouveler la vie politique, Grenoble était le creuset du renouveau. »

Creuset du renouveau, et donc de l'innovation, oui incontestablement l'Isère est le département qui dépose le plus grand nombre de brevets par habitants en France, avec un ratio de près de 8 demandes de brevets déposés pour 10 000 habitants, en grande partie grâce à la concentration d'excellence des campus grenoblois, à St Martin d'Hères ou ici sur le polygone scientifique.

Votre ville se montre donc à la hauteur de sa réputation, et de celle de son département.

Je le sais d'autant mieux que j'ai eu l'occasion, le 8 mars dernier, de décorer de l'ordre national du mérite, une chercheuse de haut niveau, qui a obtenu la médaille de Bronze du CNRS. Une chercheuse qui a pour nom Carole PEYRIN, et qui travaille au Laboratoire de psychologie et neurocognition à l'Université Pierre Mendès France.

Dans de tels lieux, à Grenoble INP (et je salue Brigitte PLATEAU, qui regrette de ne pouvoir être parmi nous), et à MINATEC, résonne avec force la nécessité de faire de l'avenir un enjeu présent, et non quelque chose dont on s'occupera après.

L'avenir, c'est aujourd'hui. Nous sommes, en un sens, déjà demain.

Voilà pourquoi, devant les défis qui nous attendent, nous avons besoin de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Nous en avons besoin pour que la France continue d'être à la pointe de l'excellence dans le domaine scientifique.

Nous en avons aussi, plus largement, plus fondamentalement besoin, pour l'avenir de notre pays et pour l'avenir de nos concitoyens !

Albert CAMUS le rappelait avec force : « La vraie générosité envers l'avenir consiste à tout donner au présent. » Et notre présent, c'est vous. C'est notre enseignement supérieur et notre recherche.

Parce que c'est par la recherche, par la formation, par le savoir et la connaissance que nous pourrions sortir par le haut des crises que nous traversons.

Et si la générosité dont parle Camus, est une générosité éthique, un engagement sincère, nous savons aussi que des investissements financiers concrets sont nécessaires.

Cela, d'ailleurs, ne date pas d'hier. Claude Bernard écrivait déjà, dans ses carnets de notes : « J'ai connu la douleur du savant qui, faute de moyens matériels, ne peut entreprendre de réaliser des expériences qu'il conçoit et est obligé de renoncer à certaines recherches [...]. » C'est pour éviter que nos chercheuses et nos chercheurs connaissent de tels moments, qu'ont été mis en place des IDEX et des I-SITE, dans le cadre du programme d'investissement d'avenir.

Un label, c'est l'occasion de mobiliser. Avec exigence. Avec des points précis sur lesquels travailler. Avec un cahier des charges. Pour inciter, justement, les acteurs qui sont sur le terrain, à agir ensemble.

Ces labels, je tiens à le rappeler, ont été attribués à la suite d'une sélection OPEREE par un jury international, présidé par Jean Marc RAPP de l'université de Lausanne.

Les quatre projets sélectionnés lors de la première vague de l'action IDEX/I-SITE du Programme d'investissements d'avenir sont ceux de :

- l'Université Côte d'Azur
- l'Université de Lorraine
- l'Université de Bourgogne-Franche-Comté,
- et, bien sûr, celui de cette belle Université Grenoble-Alpes, enfin réunie.

Chacune recevra une dotation de lancement : pour les deux IDEX, l'Etat a décidé d'accorder, à l'Université Côte d'Azur, 9 Millions d'euros, et à l'Université Grenoble-Alpes, 13 millions d'euro.

Pour les deux I-SITE, l'université de Lorraine et l'Université de Bourgogne-Franche-Comté recevront chacune une dotation de lancement de 5 millions d'euros.

Si ces dotations sont dites de lancement, c'est qu'elles ont un objectif : agir rapidement. Parce que l'excellence des projets rend d'autant plus urgente leur mise en œuvre.

3. Ces projets ont été choisis parce qu'ils ont su, par une action d'ensemble, et par la concertation, se montrer à la hauteur des enjeux qui sont les nôtres.

Ils sont exemplaires. En disant cela, je ne tiens pas à en faire des modèles qu'il s'agirait de copier-coller. Le monde de la recherche, a – à juste titre – une méfiance vertueuse et naturelle envers une telle pratique.

Tout projet doit s'ancrer dans un territoire, avec ses spécificités, ses dynamiques, et son histoire. Mais certaines caractéristiques sont partagées par ces différents projets.

Ce qui unit ces différents projets, c'est leur inscription au cœur d'une synergie.

Synergie entre les établissements de l'enseignement supérieur et les lieux de recherche. Synergie entre l'université et le territoire dans lequel elle s'inscrit. Synergie, enfin, entre les entreprises et les universités.

Et cette synergie est une réalité que Grenoble connaît bien.

Ce lien, nous n'avons pas besoin d'aller très loin pour le voir. Ce lien, MINATEC l'entretient, s'en nourrit, et s'en inspire.

Vous hébergez sur ce site une vingtaine d'entreprises, et c'est cette union de la recherche, de la formation, et de l'industrie, qui vous permet d'être aujourd'hui à la pointe de l'innovation dans le domaine des micro et nanotechnologies.

Et cette relation, à Grenoble, n'est pas nouvelle. Vous fêtiez, il n'y a pas longtemps, les 50 ans du Campus CNRS de Grenoble.

Or son histoire est profondément liée à l'homme qui a donné son nom au parvis sur lequel se tient MINATEC.

Je veux bien sûr parler de Louis Néel, prix Nobel de Physique, qui initia, dès le lendemain de la seconde guerre mondiale, une ouverture vers l'industrie, dont vous êtes aujourd'hui, les héritiers.

Toute l'histoire de la réussite de Grenoble est là : dans sa capacité à faire à travailler ensemble l'université, la recherche et l'industrie, pour créer un véritable écosystème technologique dans lequel les acteurs sont capables de se mobiliser collectivement autour d'une stratégie partagée.

Vous l'avez fait dans le passé sur l'électricité, hydraulique puis nucléaire. Puis dans l'aventure informatique qui se prolonge maintenant avec "Digital Grenoble", labellisé dans le cadre de la French Tech.

Vous l'avez fait ensuite, sous l'impulsion de Michel DESTOT et de Geneviève FIORASO, que je salue, dans la microélectronique, les nouvelles technologies de l'énergie, comme la pile à combustible, ou les objets communicants qui abolissent la frontière entre le software et le hardware, les neurosciences ou les biotechnologies.

Ce projet IDEX écrit une nouvelle page de l'histoire de Grenoble avec l'innovation.

En effet, l>IDEX vous permettra de réunir l'ensemble de la communauté scientifique grenobloise – et même Alpine avec l'Université Savoie - Mont Blanc – en une seule et même "université de l'innovation". Et cette université sera à même de produire, mais aussi d'accompagner l'innovation, pour lui faire franchir avec succès la fameuse "vallée de la mort du transfert de technologie " théorisée par Jean THERME.

Et votre université saura aussi en penser les usages, en associant les sciences humaines et sociales.

Au-delà de la logique de cluster que le site grenoblois a incarné avant les autres, au-delà de cette excellence du territoire qui vous fait représenter plus de 12% des dépôts de brevet au plan national, Grenoble incarne une innovation au service d'un progrès conçu comme un bien commun, comme un apport à l'intérêt général.

Et si nous voulons affronter la défiance et la peur de l'avenir qui gangrènent la société, quel meilleur investissement que celui qui permet de renouer avec la belle idée de progrès ?

Alors ne boudons pas notre plaisir devant votre réussite, et je salue notamment le rassemblement et l'élan collectif qui ont porté ces projets, ici comme ailleurs. Je mesure, cher Patrick LÉVY, chère Lise DUMASY, la somme d'énergie, de responsabilité collective, et même de sens du compromis que représente une telle entreprise.

Elle a permis de réunir des Ecoles, des universités, des centres de recherche, avec une même conviction : aujourd'hui, nous avons besoin de créer des liens, et non de cloisonner ou de séparer.

Oui, vous avez su répondre au défi si ardu de la gouvernance d'une telle entreprise collective, qui marie des histoires, des cultures et des intérêts si divers !

N'ayons pas peur de le revendiquer. A la culture de la concurrence, nous préférons celle de la collaboration, du partenariat, qui permet à un site universitaire de construire de tels projets.

Et c'est cet élan collectif particulièrement fort, qui a permis à ces sites universitaires de s'inscrire dans le programme d'investissements d'avenir.

4. J'insiste sur le terme d'investissement. Parce que ce n'est pas un don désintéressé.

Dans cette époque où l'on parle beaucoup de réforme du marché du travail, je veux insister sur une chose : il ne peut y avoir de compétitivité durable sans innovation.

Réformer le marché du travail, c'est nécessaire. Mais ce n'est suffisant, donc efficient, que si, avec les marges retrouvées, nos entreprises investissent dans la recherche, dans l'innovation, dans les produits qui feront demain les réussites industrielles françaises et européennes.

Une innovation technologique, c'est un territoire qui se réindustrialise. Et c'est essentiel à mes yeux : si l'on refuse la perspective d'une France et d'une Europe désindustrialisée, alors il ne faut rien relâcher de l'effort dans la recherche et dans l'innovation.

C'est la grande leçon des territoires qui, comme Grenoble, ont fait le choix de construire leur développement en optimisant leurs ressources, en mobilisant leurs atouts, en refusant de disjoindre les acteurs économiques des acteurs scientifiques et sociaux.

Toutes les mesures législatives et réglementaires ne seront que de peu d'effet si nous ne parvenons pas à promouvoir durablement ce que commandent la crise sociale, la situation du marché du travail et le souci du redressement du pays : à savoir, une stratégie exigeante d'économie de la connaissance, de production à haute valeur ajoutée, d'innovation mise au service de l'emploi, de la solidarité, de l'environnement.

Regardez autour de vous. Un même phénomène est à l'œuvre : on voit, dans chaque pays, augmenter le niveau de qualification.

La Chine comptait, en 1994, 7% d'une classe d'âge qui accédait à l'Enseignement Supérieur. Ce pourcentage s'élève, aujourd'hui, à 17%, et l'objectif fixé pour 2020 est de 50%, soit 60 millions d'étudiants.

La Corée du Sud compte 59 millions d'habitants. A peu près le même nombre qu'en France. Mais elle compte 40% d'étudiants de plus que nous, soit 3,3 millions d'étudiants en tout.

Cela est vrai en Corée du Sud et en Chine, mais aussi aux Etats-Unis, en Inde, ou au Brésil. Pourquoi ? Parce que nous sommes entrés de plain-pied dans ce qui n'était autrefois qu'une vision à plus ou moins long terme : la société de la connaissance. Et cette société exige une formation qui soit à la hauteur.

Cela passe par des décisions claires et courageuses : c'est refonder l'école pour assurer la maîtrise des savoirs et promouvoir l'égalité des chances ; c'est élever le niveau de qualification des prochaines générations en permettant à 60% d'une classe d'âge d'être diplômée de l'enseignement supérieur ; c'est soutenir la recherche et l'innovation et valoriser aussi ses apports dans le domaine de l'enseignement.

L'IDEX Côte d'Azur insiste ainsi sur la complémentarité entre la recherche et la formation dans son campus, un campus qui, par son rayonnement international, accueille de nombreux étudiants étrangers.

Et cette formation s'inscrit aussi bien dans une université comme celle de Nice Sophia Antipolis, que dans des Ecoles d'art, comme le Conservatoire National à Rayonnement Régional de Nice, ou l'Ecole Supérieure de réalisation Audiovisuelle.

5. Car avoir une société plus qualifiée, ne se résume pas à une société avec plus de compétences. C'est aussi une société avec plus de connaissances, et davantage de culture.

Oui, nous avons besoin de recherches en sciences humaines. Car nous ne nous résumons pas à une dimension. Nous ne sommes pas, soit scientifique, soit littéraire, pour reprendre une opposition canonique. Nous sommes des êtres complexes. Dans un monde qui l'est tout autant.

C'est la raison pour laquelle la transdisciplinarité est essentielle, et présente dans l'ensemble des IDEX et des I-SITE.

Bien sûr, pour atteindre un certain niveau d'expertise, une spécialisation est nécessaire. Mais ces expertises doivent s'unir. Parce que les problèmes que nous abordons, ne sont jamais purement techniques ou technologiques. Ils sont avant tout profondément humains.

Les ingénieurs d'aujourd'hui doivent savoir inscrire leur action dans une gestion durable des ressources, pour relever le défi de la transition énergétique.

Car le progrès aujourd'hui n'est plus celui d'hier. Il ne se résume pas à une augmentation quantitative : c'est aussi une amélioration.

Faire plus, beaucoup de pays en sont capables, et, malheureusement, souvent au détriment de l'humain et de l'environnement. Mais faire mieux, c'est un tout autre défi ! Et la France a tous les atouts pour le relever.

Oui, lorsque je vois, par exemple, la façon dont l'université de Bourgogne-Franche-Comté aborde la question de l'innovation dans l'agriculture et l'industrie agro-alimentaire, je vois là des recherches et des efforts qui seront aussi bénéfiques à un monde agricole qui souffre, et qui a besoin de perspectives nouvelles.

Oui, lorsque dans son projet, l'université de Lorraine insiste sur l'ingénierie, et s'inscrit dans l'histoire d'un territoire éprouvé par la désindustrialisation, je vois, là aussi, des perspectives d'avenir.

Et cet avenir passera toujours par un rayonnement international, qui joue un grand rôle dans les IDEX et les I-Site.

Là encore, il ne s'agit pas d'opposer la dimension territoriale à la dimension internationale. Mais de penser les deux ensembles. Non pour le plaisir de se jeter frénétiquement sur le moindre classement mondial des universités. Mais parce que le savoir, la connaissance et la recherche se sont toujours inscrits par-delà les frontières.

L'Europe, avant d'être politique, avant d'être économique, a d'abord été l'Europe des universités, de la culture et de la connaissance.

Et c'est bien ce passé qui nous porte aujourd'hui, et qui inspire l'Europe de la stratégie de Lisbonne, ou du programme Horizon 2020, et c'est dans cette Europe que la France inscrit sa Stratégie Nationale de Recherche.

6. Et tout cela pour une seule raison. C'est que la recherche, l'enseignement supérieur, nous permettent d'agir.

Nous pourrions aisément, dans les temps où nous sommes, rester sidérés. Sonnés. Anéantis. Ou bien, au contraire, nous précipiter dans la colère. La peur. Le repli sur soi.

Nous pourrions agir à l'aveugle, dans le brouillard du présent, et dans la confusion.

Mais la rigueur des temps implique aussi la rigueur de la pensée, et une lucidité sans faille.

Ne perdons jamais de vue les valeurs qui sont les nôtres. Restons fidèles à notre devise, et à notre République. Et appuyons nous sur la connaissance, pour mener une action qui soit guidée par la conviction que le futur n'est pas une fatalité, mais un projet à mener à bien.

Et c'est ainsi que nous rendrons à l'avenir sa véritable définition, pour qu'il « ne soit plus ce qui va arriver, mais ce que nous allons en faire », comme le disait Bergson, qui aurait mérité d'être Grenoblois.

Je vous remercie.